

Le FMI perd sa clientèle

Le Fonds monétaire international (FMI) est en crise. Ses clients le fuient. Ils en ont assez de ses conseils politico-économiques et ont de moins en moins besoin de ses crédits. L'impasse financière menace. Des réformes profondes seraient urgemment nécessaires. Mais les pays riches bloquent.

Ces dernières années, les gouvernements du Nord se sont souvent inquiétés du risque d'étranglement couru par le FMI suite à ses volumineux crédits-relais à de grands pays émergents. Le FMI a injecté des milliards dans des pays comme l'Argentine, le Brésil ou encore la Turquie, pour les aider à sortir de leurs crises financières. A la fin de 2004, 70% des crédits à rembourser du FMI concernaient ces pays. Même le Département fédéral des finances et la Banque nationale suisse considéraient, en janvier 2005, cette situation comme « extrêmement problématique ».

Trop d'argent

Les choses ont, depuis lors, fondamentalement changé. De nombreux pays ont réglé avant terme leurs comptes avec le FMI. Ainsi, le Brésil a, en décembre 2005, effacé son ardoise de 15,5 milliards de dettes. Un jour plus tard, l'Argentine a fait de même avec ses 9,5 milliards restant. La Russie s'est acquittée, il y a trois ans, de ses 3,3 milliards d'arriérés. Plusieurs pays asiatiques, qui ont souffert d'une forte crise financière à la fin des années 1990, ont également effectué des

remboursements anticipés. Récemment, la Bulgarie a annoncé un remboursement anticipé ; l'Indonésie étudie cette possibilité. D'autres pays comme l'Ukraine, l'Uruguay, la Serbie-Monténégro et le Pakistan ne désirent plus renouveler leurs crédits-relais à l'échéance des programmes du FMI. De nombreux pays ont déjà renoncé à demander de nouveaux crédits.

Résultat : les crédits à recouvrer du FMI ont, entre avril 2004 et janvier 2006, fondu de 90 à 31 milliards de dollars. Il s'agit du niveau le plus bas depuis le début des années 1980. En même temps, le FMI dispose de moyens financiers record : quelque 162 milliards de dollars qu'il pourrait prêter à des pays en crise. Mais presque plus personne ne veut de son argent. En 2005, le Fonds n'a jamais octroyé si peu de nouveaux prêts depuis la fin des années 1970 : à peine 2,5 milliards de dollars.

Mauvaise passe

Les responsables du FMI se montrent, en public, satisfaits de cette situation. Cela serait, expliquent-ils, un signe de la santé de nombreux pays et fournirait au Fonds un coussin de liquidités « conforta-

ble ». Simultanément, la chute du volume de crédits prépare de gros problèmes financiers. C'est, en effet, avec les intérêts de ses crédits que le Fonds génère une bonne part de ses revenus et finance son propre budget de fonctionnement qui s'élève à un milliard de dollars par an. Le remboursement anticipé du seul Brésil lui a rapporté presque 60 millions de recettes d'intérêts. Le FMI évalue à plus de 116 millions de dollars la baisse de ses revenus induite par les remboursements anticipés.

Désir d'indépendance

En fait, c'est l'amélioration de la situation économique de nombreux pays émergents qui rend possibles des remboursements anticipés et réduit le besoin de nouveaux crédits. Des pays comme le Brésil et l'Argentine - qui, d'une manière significative, ne suivent plus une politique économique conforme aux directives du FMI - affichent des taux de croissance élevés et des revenus d'exportation en hausse. Il existe par ailleurs maintenant d'intéressantes alternatives : les liquidités sont grandes sur les marchés des capitaux internationaux, lesquels offrent

Bas les pattes !

L'ancien économiste-en-chef de la Cnuced, Yilmaz Akyuz, ne ménage pas ses critiques envers l'engagement du FMI en termes de politique commerciale et de développement. Il va même jusqu'à lui dénier toute compétence en la matière. Dans un texte publié récemment par le Third World Network, il estime que le Fonds devrait s'abstenir de toute activité politique dans ces domaines et cesser d'octroyer des crédits. Des propositions qu'il avait déjà formulées en septembre dernier devant le G-24, le groupe des pays en développement importants au FMI et à la Banque mondiale.

Selon lui, le FMI s'est immiscé profondément - sans en avoir vraiment les compétences - dans la politique de développement et commerciale des pays en développement ; il a assumé

des tâches en matière de financement du développement et de lutte contre la pauvreté, qui revenaient aux banques multilatérales de développement.

« Plus le FMI s'est impliqué dans les questions de développement, plus il a considéré la libéralisation du commerce comme une composante importante de l'ajustement structurel par rapport aux déséquilibres commerciaux », écrit Akyuz. « Le Fonds a également promu la libéralisation du commerce dans les économies de marché émergentes, en réponse aux afflux croissants de capitaux et comme moyen d'absorber des réserves financières excessives et de prévenir l'appréciation de la monnaie. »

Enfin, par ses programmes, « le Fonds a encouragé, voire contraint les pays les moins avancés (PMA) et à bas

revenus à libéraliser leur commerce d'une manière unilatérale, les plaçant du même coup dans une position défavorable dans les négociations commerciales multilatérales ».

Akyuz demande que le FMI se limite à assister les pays en développement confrontés à des flux de capitaux non durables. Cela, par des mesures appropriées au nombre desquelles figurent les contrôles directs et indirects de capitaux. Il devrait par ailleurs s'occuper beaucoup plus des effets nuisibles et déstabilisants qui découlent des politiques macro-économiques et financières inadaptées des grands pays.

BG

Pour en savoir plus :

Yilmaz Akyuz, *Reforming the IMF: Back to the Drawing Board*, Third World Network, Singapore 2006, www.twnside.org.sg



des taux d'intérêt relativement bas. Les investisseurs sont prêts à prendre des risques. Nombre de pays en développement à revenu moyen n'ont actuellement plus besoin de crédits-relais du FMI.

Les remboursements cachent aussi des considérations politiques. La plupart des pays en développement bien portants ont, ces dernières années, fortement augmenté leurs réserves monétaires, afin de se rendre indépendants du FMI et de ses recettes. Leur désir est, en cas de nouvelle crise financière, de pouvoir recourir à leurs propres réserves et gérer la crise de manière autonome. Ils ne veulent plus avoir à avaler l'amère potion politico-économique que le FMI prescrit avec ses crédits ; cette médecine a le plus souvent contribué à aggraver leur crise plutôt qu'à l'atténuer.

Main dure

Le *think-tank* d'ONG anglaises Jubilee Research souligne l'existence d'un fossé croissant entre, d'un côté, les pays industrialisés et émergents qui n'ont plus besoin du FMI, et, de l'autre, la plupart des pays très pauvres dont l'économie est profondément délabrée, notamment à cause de la politique du FMI. On se trouve donc en présence d'un monde divisé

entre les *Don't need-countries* et les *Can't pay-countries*.

Le FMI a, ces dernières années, mis fortement sous pression les *Can't pay-countries* qui lui sont plus que jamais redevables. Il renouvelle périodiquement ses accords ; il s'est, de facto, transformé de pourvoyeur de liquidités à court terme en agence de financement du développement pour les pays les plus pauvres insolubles – une tâche dévolue en réalité à la Banque mondiale et aux banques régionales de développement.

Le FMI continue à prodiguer dans ces pays pauvres une politique économique qui nuit plus qu'autre chose à la majorité pauvre de la population et sert avant tout les intérêts économiques du Nord. Il s'est précisément donné de nouveaux instruments pour intervenir d'une manière encore plus efficace dans la politique des pays les plus pauvres.

Blocages du Nord

La crise du FMI est également la conséquence de structures de décision problématiques et anachroniques. Avec 14% de la population mondiale, les pays industrialisés disposent de plus de 60% des droits de vote au FMI et à la Banque mondiale. Les présidents et directeurs gé-

néraux ainsi que la majorité des membres du conseil d'administration continuent à sortir de leurs rangs. Les pays en développement, principaux concernés, demandent depuis longtemps une meilleure représentation. Leur manque de possibilités de participation empêche une nouvelle orientation du Fonds. Il serait notamment important de trouver une solution rapide au problème toujours aigu de la dette, non seulement des pays pauvres très endettés, mais aussi des pays très endettés à revenu moyen. Une autre question à résoudre est celle des dettes illégitimes, héritées de régimes dictatoriaux. La tentative hésitante de mettre sur pied une procédure d'insolvabilité internationale a échoué devant l'opposition des États-Unis et des grandes banques d'affaires privées. Le FMI s'est également révélé incapable de traiter le problème des excès de concurrence fiscale internationale. Dans la prévention des crises financières, il a, sous la pression du capital financier international, repoussé des propositions visant à minimiser les risques liés aux flux financiers internationaux très volatiles.

Avons-nous vraiment encore besoin d'un tel Fonds ?

Bruno Gurtner